

La capitulation et l'abandon de notre mieux-être forment l'unique option valable pour ceux qui idolâtrèrent la libre entreprise. Pour les libéraux, évidemment, la seule idole est le pouvoir. Ayant constaté qu'ils risquaient de perdre le pouvoir s'ils veillaient aux intérêts à long terme du Canada plutôt qu'à ceux de leur avenir politique immédiat, ces derniers ont adopté la stratégie conservatrice pour obtenir l'appui des conservateurs.

Toutefois, l'économie industrielle des États-Unis, qui paraissait inébranlable et dont la politique libérale des dernières décennies nous a rendus les vassaux, avec l'appui du parti progressiste conservateur, est maintenant soumise à la concurrence des progrès industriels réalisés en Europe, au Japon, dans le tiers monde et même dans certains pays du bloc communiste, comme la Chine, où la pureté idéologique des multinationales flanche sous les charmes d'une main-d'œuvre à bon marché qui semble illimitée. Tout compte fait, le tout-puissant dollar est la seule idéologie qui tienne.

Des capitaux du monde entier convergent là où les profits sont les plus élevés, où les salaires sont contenus, où les impôts sont peu élevés, parce que là, en général, il n'y a pas les programmes sociaux, ni l'égalité politique et sociale, ni les libertés que les Canadiens estiment, à bon droit, ne pas devoir sacrifier pour demeurer compétitifs dans le monde, et que le parti progressiste conservateur leur demande carrément de faire, tandis que le parti libéral, lui, le leur demande par des voies détournées.

Les députés néo-démocrates savent que la solution aux problèmes suscités par la mobilité des capitaux à l'échelle mondiale n'est pas de s'en accommoder, ni de renoncer à toutes les choses que nous jugeons importantes pour la trame sociale et économique du Canada. Nous devrions trouver un moyen de mettre notre économie au service du bien commun, de l'assujettir davantage à nos fins et de tenter d'élaborer une stratégie qui répondra aux besoins des Canadiens et qui nous permettra de demeurer compétitifs sur le plan économique, mais non de céder à brève échéance aux exigences de la communauté internationale des capitalistes qui voudrait limiter ces choses indispensables à l'instauration de la justice sociale au Canada afin de pouvoir continuer à investir ici.

C'est précisément à un chantage de ce genre que cède le gouvernement libéral. C'est la raison d'être du programme des 6 et 5 p. 100 que soutiennent les conservateurs. Ils croient que la seule façon de réussir dans le monde est de capituler devant les forces du marché. Nous avons rejeté depuis longtemps les solutions politiques et économiques fondées sur la capitulation devant ces forces et nous invitons maintenant les Canadiens, comme nous le ferons lors des prochaines élections, à se joindre à nous pour tenter de sortir de cette impasse au lieu de nous y complaire.

M. Paul Dick (Lanark-Renfrew-Carleton): Monsieur le Président, je veux intervenir brièvement dans ce débat. Je tiens à dire bien clairement que, lorsque les libéraux ont proposé le programme des 6 et 5 p. 100, j'étais d'accord et que je le suis encore. J'ai appuyé ce programme parce qu'il m'a semblé que le gouvernement prenait l'initiative, qu'il allait passer à l'action et faire quelque chose pour régler le problème de l'inflation qui a ruiné notre pays pendant presque tous les 12 ans du mandat du premier ministre (M. Trudeau).

Cependant, quand on a dévoilé les modalités du programme des 6 et 5 p. 100 et la façon dont on allait le mettre en application, nous avons compris que le gouvernement n'avait pas

l'intention de nous montrer la voie mais plutôt de se laisser aller au gré des événements. Je ne vois pas comment le gouvernement peut se vanter de nous montrer la voie, alors qu'il présente les bills C-131, C-132 et C-133 pour mettre son programme en application.

Par le biais du bill C-133 que nous avons débattu hier, le gouvernement réduit l'indexation des pensions des Canadiens retraités. Il en profite en même temps pour réléguer aux oubliettes le principe de l'universalité des pensions des personnes âgées. On demande aux Canadiens qui ont travaillé durant 40 ou 50 ans de donner l'exemple, de supporter un fardeau additionnel et de se plier volontiers aux exigences du programme des 6 et 5 p. 100. Ces gens-là ont fait leur part, ils se sont sacrifiés pour le Canada et c'est à eux que nous devons ce que nous avons aujourd'hui. On ne devrait pas leur demander de mener le combat encore une fois.

Le deuxième bill, le projet de loi C-132, par lequel le gouvernement met en application son programme des 6 et 5 p. 100, réduit l'indexation des allocations familiales. C'est d'abord aux mères de jeunes enfants—et elles ne sont pas toutes riches—qu'on demande de se sacrifier pour que puisse réussir le programme des 6 et 5 p. 100. Il s'en est d'abord pris aux personnes âgées, puis aux mères et aux enfants de notre pays. Voilà maintenant qu'il a présenté le bill C-133, celui-là même que nous étudions aujourd'hui, et demandé à un troisième groupe, en l'occurrence les fonctionnaires, s'il n'accepterait pas de mener la lutte et de se rallier au programme des 6 et 5 p. 100 pour faire échec à l'inflation.

• (2100)

Je tiens à préciser de façon catégorique que je n'ai vu aucune étude actuarielle pour démontrer qu'il soit possible d'avoir des pensions indexées ou que nous ayons les moyens de nous les payer, et je ne pense pas non plus qu'il en existe. Je veux également expliquer dès le départ que je peux difficilement croire que nous soyons en mesure au Canada de nous offrir des pensions pleinement indexées. Cela dit, le gouvernement a néanmoins légiféré en 1974 la pleine indexation des pensions des fonctionnaires, et j'estime que, s'il fait une promesse, il se doit de la tenir. Ceux qui à compter de 1974 ont décidé de leurs projets de retraite, de leur mode de vie ou encore de la date à laquelle ils allaient se retirer en se fiant que leur pension serait pleinement indexée constatent maintenant que le gouvernement leur a «passé un sapin». Le gouvernement n'assume pas son rôle de chef de file en s'en prenant aux personnes âgées ou aux mères de famille et à leurs enfants. Il ne se montre pas non plus à la hauteur de la situation quand il cherche à retirer quelque chose qu'il a déjà promis. J'irais même jusqu'à dire que, s'il ne tient pas parole, s'il enfreint un contrat qu'il a imposé en droit, il ne mérite pas du tout qu'on lui fasse confiance. Plus tôt cette année, nous avons entendu le premier ministre lancé trois soirs de suite son appel à la confiance, mais le gouvernement libéral ne mérite pas qu'on lui fasse confiance parce qu'il a violé un contrat, il a manqué à son engagement.

Nous pourrions peut-être prévoir que, dorénavant, les pensions des fonctionnaires ne seraient plus indexées. C'est une